

Le Burundi propose 800 soldats pour combattre le terrorisme au Mali

APA, 26-02-2013 Abidjan (Côte d'Ivoire) - Le Burundi a exprimé sa disponibilité pour participer aux efforts de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) en envoyant un détachement d'environ 800 hommes, a déclaré mardi dans un entretien à APA, le président de la Commission de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), D^{re} Kadr^o Ou^{dra}go. Selon M. Ou^{dra}go, "cette proposition est la bienvenue et elle est soumise à l'appréciation des Chefs militaires qui feront certainement appel à ces troupes en fonction des besoins sur le terrain". "Je voudrais remercier ici la gratitude de la CEDEAO au Burundi pour ce geste de solidarité qui va dans le sens de l'effort et de la lutte de la communauté internationale contre le terrorisme", a-t-il ajouté. Le Ministre des affaires étrangères du Burundi, Laurent Kavakura, a affirmé la semaine dernière à Abidjan, que l'armée de son pays présente en Somalie, elle donne satisfaction veut s'associer au combat de la communauté internationale contre le terrorisme. Selon lui, les soldats burundais ont une "expérience" dans le combat contre les islamistes. Les besoins de la MISMA sont évalués à 950 millions de dollars. A ce propos, le président de la Commission de l'organisation sous régionale, a souligné qu'après la conférence des donateurs d'Addis Abeba le 29 janvier dernier, l'Union africaine, la CEDEAO et les Nations Unies sont en "consultation permanente pour mettre en place toutes les dispositions nécessaires pour mobiliser effectivement toutes les promesses de dons qui avaient été annoncées". "Nous pensons pouvoir mobiliser l'entièreté de tout ce qui a été promis au profit de la MISMA et des forces de défense et de sécurité du Mali", a-t-il rassuré. Le 42^e sommet ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO s'ouvre mercredi à Yamoussoukro, la capitale politique et administrative ivoirienne. Il sera consacré aux crises dans la sous-région, notamment au Mali, en Guinée-Bissau ainsi qu'au fonctionnement de l'organisation.